

Résolution présentée par la délégation de la

Jordanie

Thème            Droits politiques et sociaux

Concerne        Intégration économique et sociale des migrants et des réfugiés

L'Assemblée Générale,

Soulignant        d'après Amnesty International, un chiffre total de 70.8 millions de réfugiés et de migrants au niveau mondial et que 84% de ceux-ci sont principalement accueillis par des pays en voie de développement.

Inquiète            de l'accroissement de la précarisation existante notamment dans les pays en voie de développement ainsi que du risque de refus de l'accueil des migrants et des réfugiés par les pays développés,

Remarque        l'augmentation du taux de migration à l'échelle internationale et les nombreuses opportunités de développement qu'elle offre,

Propose            - d'instaurer des mesures incitatives à l'embauche de migrants et de réfugiés en envisageant une réduction des charges patronales voire une exonération de ces charges à chaque embauche de migrant ou consentir à une réduction d'impôts sur les bénéfices,

                         - que toute PME souhaitant bénéficier de la mesure devra affecter 1% de sa masse salariale à l'embauche de migrants et les grandes entreprises à concurrence de 2 à 3%,

                         - une demande d'aide au FMI afin d'appuyer les pays en voie de développement pour financer les mesures d'intégrations socio-économiques des migrants et des réfugiés.

*Le texte français fait foi*